

jeudi 11 novembre 2010

## Prises de position des élus d'ARGENTEUIL au Conseil Municipal du 4 octobre 2010

### 1 – A propos du plan d'action "Prévention et Tranquillité publique" présenté par le Maire

Dans le plan d'action proposé pour, selon le texte, « vivre ensemble en sécurité », figurent bien sûr des dispositions que nous pouvons approuver. Par exemple, ce qui concerne le « renforcement du dispositif de prévention spécialisée » qui consisterait à donner plus de moyens, matériels et humains, aux animateurs de rue, en particulier dans les quartiers les plus populaires. Par exemple aussi, ce qui concerne la « médiation urbaine »

En revanche, nous sommes beaucoup plus réservés sur l'efficacité d'un « renforcement du dispositif de vidéo-protection ». Il signifierait des fonds importants, au détriment de besoins plus urgents comme justement les équipements pour l'éducation, la jeunesse ou l'augmentation du nombre des éducateurs de rue. Et surtout, nous ne sommes pas convaincus de l'efficacité de cette vidéo surveillance en matière de prévention des actes de malveillance.

Nous sommes conscients que la population aspire à plus de sécurité et qu'elle associe souvent cela à une présence renforcée de la police. Le plan qui nous est proposé prévoit le passage des effectifs de policiers municipaux de 25 à 30. Nous doutons que cela puisse être efficace, mais surtout nous voudrions insister sur ce que devrait être une véritable police municipale : des hommes et des femmes de proximité, d'Argenteuil même, voire du quartier, en tout cas liés à la population, connaissant et étant connus de ses habitants, en contact permanent avec eux et, du même coup, sous leur contrôle. Seulement dans ce cas, ils seraient en mesure d'avoir une réelle fonction non de répression mais de prévention. Encore faudrait-il que la politique du gouvernement au service du patronat arrête d'engendrer toujours plus de misère, de chômage et de dérives délinquantes comme cela est, aujourd'hui, le cas.

Pour toutes ces réserves, nous nous abstenons sur l'ensemble de ce rapport.

### 2 – A propos de la motion présentée par le Maire d'Argenteuil : "Pour une Police nationale à la hauteur des enjeux de tranquillité publique de la ville d'Argenteuil"

La police municipale a peut-être bien des défauts, et en particulier d'être payée par les impôts locaux, mais au moins elle est déjà un peu en proximité avec les habitants. Ce qui n'est pas le cas de la police nationale.

En conséquence, nous n'approuvons pas la démarche de la municipalité consistant à demander au gouvernement « l'accroissement des effectifs de la police nationale sur le territoire d'Argenteuil » et la mise en place dans la ville de « brigades spéciales de terrain ».

Nous avons toujours en mémoire les événements du printemps 2009, lorsqu'un banal contrôle de police s'est soldé par la mort d'un travailleur retraité algérien, Ali Ziri. Ces policiers des « brigades spéciales d'intervention » ou « de terrain » constituent plus souvent des forces de désordre que d'ordre et des facteurs de tension plus que d'apaisement, bref plus de répression que de prévention. Ce n'est pas à cela qu'aspire la population pour « vivre ensemble en sécurité » comme dit le rapport précédent.

Nous ne participerons donc pas au vote de cette motion.

### 3 – A propos du réseau de chaleur et de l'attribution de la Délégation de Service public

On nous propose de choisir entre la filiale de Suez-GDF Cofely et celle de Veolia Environnement, Dalkia. C'est-à-dire entre deux entreprises capitalistes pour qui les distributions d'énergie, qu'il s'agisse de l'eau, du gaz, de l'électricité ou aujourd'hui de la chaleur, sur Argenteuil, n'ont d'intérêt que dans la mesure où elles leur rapportent d'énormes profits. Mais nous ne voyons pas pourquoi les habitants de notre ville devraient payer cher pour avoir accès aux énergies indispensables à la vie quotidienne.

Nous sommes favorables à une exploitation et à une gestion communale, ou intercommunale, de ces biens. Nous pensons qu'Argenteuil (et à plus forte raison la communauté de communes) constitue une agglomération suffisamment importante pour être en mesure de reprendre en main au moins la gestion de l'eau et donc, aujourd'hui, de l'énergie calorifique. Oui, il s'agit bien de services publics et c'est pourquoi, nous sommes convaincus qu'ils devraient être sous le contrôle de la commune et de sa population et qu'ils coûteraient alors beaucoup moins cher qu'aujourd'hui. D'ailleurs à propos de coût, la seule chose que nous retiendrions dans ce rapport est l'affirmation comme quoi, Dalkia comme Cofely « prévoient des baisses significatives des tarifs aux usagers ». Dont acte ! Ce serait nouveau mais tout à fait bienvenu !

Nous ne pouvons approuver cette délégation de service public et encore moins procéder au choix de recevoir des factures de l'une ou l'autre des entreprises sélectionnées par la municipalité. Nous ne prendrons donc pas part au vote.



Libellés : Actualité municipale

## 0 commentaires:

[Enregistrer un commentaire](#)

### Dominique MARIETTE

Enseignant, 58 ans, milite à Lutte Ouvrière depuis 1968.

Pour me contacter :

Téléphonez au 06 99 49 98 64 ou écrivez à MDommarie@aol.com



### Contact

Ajusteur, 57 ans, milite à Lutte Ouvrière depuis 1970.

Pour me contacter :

Téléphonez au 01 30 25 22 50 ou écrivez à :

Patrice Crunil  
Mairie d'Argenteuil  
BP 50 721  
95107 ARGENTEUIL CEDEX



### Rechercher dans ce blog

Rechercher  
fourni par

### Lutte ouvrière : les liens utiles

- Site national de LUTTE OUVRIERE
- Lutte Ouvrière - Ile de France
- L'hebdomadaire LUTTE OUVRIERE

### Messages par catégorie

- Actualité de Lutte Ouvrière (1)
- Actualité municipale (2)

### Archives

novembre (3)